

# Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion

## Création

juin 1999

## Statuts

Rattaché à la direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Dress) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité

## Effectifs

25 personnes dont 23 membres

## Budget

5 millions de francs

## Présidente

Marie-Thérèse Join-Lambert

## Organisation

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale comprend vingt-trois membres nommés pour trois ans, qui cherchent ensemble les meilleures voies pour améliorer la connaissance des phénomènes de pauvreté et d'exclusion. D'origines, de compétences, de sensibilités différentes, ils débattent, proposent, critiquent. Leur composition :

- 7 membres de droit ;
- 7 personnalités qualifiées ayant concouru ou concourant par leur action à l'insertion et à la lutte contre les exclusions ;
- 7 universitaires et chercheurs dont la compétence est reconnue dans le domaine de la pauvreté et de la lutte contre l'exclusion ;
- 1 personnalité associée.

## Coordonnées

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale  
11, place des Cinq martyrs du Lycée Buffon  
75696 Paris Cedex 14  
Téléphone : 01 40 56 80 38  
Télécopie : 01 40 56 82 20

## Missions

Afin d'éclairer l'action publique, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion répond à une triple mission : collecter les informations relatives aux situations de pauvreté, précarité, exclusion ; développer la connaissance et les systèmes d'information ; faire réaliser des travaux d'études, de recherche, d'évaluation en lien étroit avec le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il présente tous les ans les informations recueillies dans un rapport destiné au Gouvernement et au Parlement.

À l'origine de la création de cet Observatoire une demande sociale forte souhaitée par les associations intervenant auprès des publics en

difficulté relayée par le Conseil national de l'information statistique ; un ancrage pluri-disciplinaire voulu par le législateur (loi du 29 juillet 1998 n° 98-657-article 153, relative à la lutte contre les exclusions).

L'Observatoire doit aussi concilier la rigueur de l'observation, la persévérance d'une action de long terme pour infléchir les modes de collecte et de recherche, et l'audace pour cerner au plus tôt des aspects mal connus... Deux approches à croiser qui font tout l'intérêt de la tâche mais aussi sa difficulté : mieux identifier sans marginaliser ; clarifier les définitions et choisir des indicateurs fiables.

## Comment travaille l'Observatoire ?

Il définit chaque année son programme de travail de manière collégiale, en tenant compte des avis et recommandations du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il se réunit une fois par mois. Les thèmes et les projets d'études sont présentés et discutés par l'ensemble des membres puis confiés pour leur réalisation à des organismes publics ou privés intervenant dans l'observation des situations de pauvreté, précarité et exclusion. Des groupes de travail intermédiaires se retrouvent pour explorer et affiner les demandes et hypothèses sur des thèmes précis. Des comités spécifiques assurent ensuite le pilotage des études financées par l'Observatoire. Un travail en réseau, à l'écoute du terrain vient compléter cet ensemble.

## Le rapport 2000

La publication d'un rapport annuel de l'Observatoire est une étape importante décidée par le législateur, parce qu'il rassemblera les travaux effectués et les fera connaître au Premier ministre, au Parlement mais aussi à l'opinion publique. Il s'agira de la traduction concrète du rôle de diffuseur confié à l'Observatoire. Les informations recueillies seront ensuite disponibles sur le site internet en cours de création.

Le premier rapport sera publié à la fin de l'automne 2000 et fournira l'occasion d'un débat sur la pauvreté et l'exclusion. Il sera structuré en deux parties. L'une, renouvelée chaque année en fonction des données disponibles, présentera l'état de la pauvreté et de l'exclusion en France. L'autre proposera les travaux d'étude menés durant l'année. Des problématiques particulières seront également mises en lumière. Pour l'année 2000, il s'agira notamment des thèmes suivants : les phénomènes de pauvreté et de précarité chez les jeunes ; les difficultés rencontrées par les populations pauvres et précaires face aux administrations délivrant des prestations.